

INSTRUCTION

N° 96-042-M0 du 26 avril 1996

NOR : BUD R 96 00042 J

Texte publié au BOCF

**MISE EN OEUVRE DE LA TAXE SUR LES CONTRIBUTIONS POUR LE FINANCEMENT DES
PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES DE PRÉVOYANCE DANS LE SECTEUR PUBLIC LOCAL**

ANALYSE

Taxe de 6% instituée par l'article 8 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996
concernant les contributions pour le financement des prestations complémentaires
de prévoyance versées par les collectivités et établissements publics locaux

Date d'application : 26/04/1996

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ;
COTISATIONS SOCIALES ; TAXE ; ASSIETTE ; VERSEMENT ; COMPTABILITÉ ; SÉCURITÉ SOCIALE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 96-022-M0 du 27 février 1996

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	TGAP	RF	T							

DIFFUSION

GT 21

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureaux D2-D3

Vous trouverez ci-joint la circulaire du ministère du Travail et des Affaires Sociales DSS/SDFGSS/5B96/248 du 11 avril 1996 relative à la mise en oeuvre de la taxe sur les contributions pour le financement de prestations complémentaires de prévoyance.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Cette taxe a été instituée par l'article 8 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996. Son taux est de 6%, et il s'applique à l'intégralité de l'assiette sans abattement d'aucune sorte.

Elle est due sur les contributions à la prévoyance complémentaire versées par les employeurs et les organismes de représentation collective du personnel au bénéfice de travailleurs salariés ou assimilés, sauf exceptions visées par la circulaire.

Toutes les contributions versées à compter du 1er janvier 1996, quelle que soit la période à laquelle elles se rapportent et qu'elles soient calculées à titre provisionnel ou définitif, sont soumises à la taxe susvisée.

Néanmoins, le ministère du Travail et des Affaires Sociales précise qu'il ne sera fait application d'aucune majoration de retard ou pénalité dès lors que les sommes exigibles avant le 1er mai 1996 auront été acquittées au plus tard avec l'échéance de la cotisation suivante, à savoir à l'échéance de mai pour les cotisants mensuels ou l'échéance de juillet pour les cotisants trimestriels.

Certains cas particuliers, tels les cotisations des collectivités locales pour les retraites par rente en faveur des élus locaux ou les subventions versées aux mutuelles des fonctionnaires, sont actuellement encore à l'étude au ministère du Travail et des Affaires Sociales.

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être portées à la connaissance de la direction de la Comptabilité Publique sous les timbres des bureaux D2 et D3 selon la nature de l'organisme concerné.

Pour ce qui concerne les établissements publics de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux, la mise en oeuvre de ces dispositions vous sera précisée ultérieurement.

2. DISPOSITIONS COMPTABLES

Cette taxe est imputée au compte budgétaire 6478 « Autres charges sociales diverses » en M14, M31, M4, M41, M42, M43 et M49, et au compte 6189 « Cotisations diverses » en M11, M12 et M51.

La contrepartie s'enregistre au compte de tiers 4631 « Sécurité sociale » en M11, M12 et M51, et 4318 « Autres versements » en M14, M31, M4, M41, M42, M43 et M49.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

P-L. MARIEL

ANNEXE : Circulaire du ministère du Travail et des Affaires sociales DSS/DFGSS/5B96/248
du 11 avril 1996

**MINISTERE DU TRAVAIL ET
DES AFFAIRES SOCIALES**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de la sécurité sociale

**LE MINISTRE DU TRAVAIL ET
DES AFFAIRES SOCIALES**

À

**MONSIEUR LE DIRECTEUR
DE L'AGENCE CENTRALE DES
ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**

CIRCULAIRE DSS/SDFGSS/5B/96/248 du **11 AVR. 1996** relative à la mise en oeuvre
de la taxe sur les contributions pour le financement de prestations complémentaires de prévoyance

DATE D'APPLICATION : 1er janvier 1996.

RESUME : Règles applicables à la taxe à la charge des employeurs et au profit du Fonds de solidarité vieillesse sur les contributions des employeurs et des organismes de représentation collective du personnel versées au bénéfice des salariés pour le financement de prestations complémentaires de prévoyance.

MOTS CLES : Taxe - employeurs - organismes de représentation collective du personnel - contributions de prévoyance complémentaire

TEXTES DE REFERENCE : Article 8 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996 relative aux mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la sécurité sociale (JO du 25.01.1996) - articles L.137-1 à L.137-4 nouveaux du code de la sécurité sociale.

TEXTES ABROGES OU MODIFIES : Néant.

La présente circulaire a pour objet de présenter les principales règles relatives à l'assiette (I), au versement (II) et au recouvrement (III) de la taxe sur les contributions des employeurs et des organismes de représentation collective du personnel pour le financement de prestations complémentaires de prévoyance, instituée par l'article 8 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996 susvisée. Elle précise également les modalités transitoires de sa mise en oeuvre (IV).

ANNEXE (suite)

I - Assiette

L'assiette de la taxe est constituée par les contributions à la prévoyance complémentaire versées par les employeurs et les organismes de représentation collective du personnel au bénéfice de travailleurs salariés ou assimilés, quel que soit le régime de sécurité sociale dont relèvent ces salariés, sous réserve qu'il s'agisse d'un régime français de sécurité sociale.

Les contributions visées sont celles qui sont versées à un organisme tiers en vue de financer les prestations ci-après définies, complétant celles servies par les régimes de base de sécurité sociale, et quelle que soit leur dénomination :

- les capitaux décès et allocations d'obsèques,
- les rentes de conjoint survivant ou d'orphelin,
- les prestations d'incapacité (indemnités journalières complémentaires),
- les rentes d'invalidité,
- le remboursement de soins de santé.

Lorsqu'une même contribution sert à financer à la fois des prestations relevant de la prévoyance ainsi définie et d'autres risques, il appartient à l'employeur, le cas échéant à partir des indications fournies par l'organisme assureur, d'identifier la part de la contribution affectée à la prévoyance.

Les contributions de prévoyance complémentaire sont comprises dans l'assiette de la taxe, indépendamment de leur statut au regard des cotisations, de la CSG et de la CRDS :

- que les contributions soient versées à titre obligatoire ou facultatif, aux termes d'un accord collectif ou d'un contrat individuel ;
- quel que soit le mode de calcul et de garantie, y compris lorsque le versement prend la forme de subventions globales - et non individualisées par salarié - au régime ou organisme servant les prestations ;
- qu'il s'agisse de contributions nominalement à la charge de l'employeur, de l'organisme de représentation collective du personnel, ou d'un tiers pour leur compte, ou de la prise en charge de cotisations salariales quand celle-ci est assimilée à une contribution patronale ;
- qu'elles soient versées au bénéfice de salariés - et assimilés au regard de la sécurité sociale - présents dans l'entreprise ou de leurs ayants droit, ou, au titre de leur activité passée, au bénéfice d'anciens salariés, ou de leurs ayants droit ;
- quel que soit l'organisme assureur (entreprise relevant du code des assurances, mutuelle régie par le code de la Mutualité, institution de prévoyance relevant du code de la sécurité sociale).

Toutefois, ne sont pas assujetties à la taxe :

- a) les contributions versées en vue d'assumer l'obligation de maintenir le salaire en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident, lorsque cette obligation résulte des dispositions de la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978, d'une convention collective de branche, d'un accord professionnel ou interprofessionnel, d'une convention ou d'un accord d'entreprise ou d'établissement ;

ANNEXE (suite)

b) les contributions versées en vue de la constitution de provisions par les organismes assureurs dans les conditions prévues au V de l'article 29 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques.

Le taux de 6% s'applique à l'intégralité de l'assiette ainsi définie, sans réfaction ni abattement d'aucune sorte.

II - Versement

La taxe est due à raison du versement des contributions à l'organisme assureur, quelle qu'en soit la périodicité (par exemple annuelle ou trimestrielle) et quelle que soit la période au titre de laquelle les contributions sont versées. Elle est à la charge de l'employeur.

La taxe est due au titre de toutes les contributions versées à compter du 1er janvier 1996, quelle que soit la période à laquelle elles se rapportent et qu'elles soient calculées à titre provisionnel ou définitif.

La taxe est exigible à la première échéance de cotisations suivant le versement des contributions à l'organisme assureur, quelle que soit la périodicité de ce versement.

III - Recouvrement

Les règles applicables en matière de recouvrement, de contrôle et de contentieux sont celles en vigueur dans le régime général de sécurité sociale pour les cotisations à la charge des employeurs assises sur les gains et rémunérations de leurs salariés et assimilés.

Sauf pour les contributions versées au bénéfice de salariés ou anciens salariés relevant du régime des salariés agricoles et les agents titulaires de l'Etat, la taxe est recouvrée par l'URSSAF territorialement compétente pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, de la CSG et de la CRDS.

L'assiette et le montant de la taxe doivent figurer sur le bordereau récapitulatif des cotisations ainsi que sur le tableau récapitulatif annuel, annexe de la déclaration annuelle des données sociales.

En revanche, ni l'assiette ni le montant ne font partie des mentions devant obligatoirement figurer sur l'état nominatif de la déclaration annuelle des données sociales (DADS), ou sur le bulletin de salaire.

Lorsqu'une même contribution sert à financer à la fois des prestations relevant de la prévoyance ainsi définie et d'autres risques, les éléments ayant permis d'identifier la part affectée à la prévoyance devront être conservés par l'employeur aux fins de contrôle. Il en est de même pour les éléments permettant d'identifier les contributions non assujetties aux termes des a) et b) du I ci-dessus.

Lorsque les contributions sont versées par un organisme de représentation collective du personnel, celui-ci doit communiquer à l'employeur les éléments nécessaires à la déclaration et au calcul de la taxe et, en cas de contrôle, mettre à sa disposition les documents comptables nécessaires.

ANNEXE (suite et fin)

IV - Mesures transitoires

Compte tenu de la date de publication de l'ordonnance, il ne sera fait application d'aucune majoration de retard ou pénalité dès lors que les sommes exigibles avant le 1er mai 1996 auront été acquittées au plus tard avec l'échéance de cotisations suivante - c'est-à-dire à l'échéance de mai pour les cotisants mensuels ou l'échéance de juillet pour les cotisants trimestriels.

Le Directeur de la Sécurité Sociale

Raoul BRIET